

## COMPTES RENDUS

David ARMITAGE ET Sanjay SUBRAHMANYAM (dir.), **The Age of Revolutions in Global Context, c. 1760-1840**, New York, Palgrave Macmillan, 2010, 288 p., ISBN 978-0-230-58046-6, 20,99 €.

L'histoire globale est à la mode. On peut tout à la fois s'en féliciter et le déplorer. Car, d'une part, cette histoire nous permet de mieux comprendre le monde, ses connexions diverses et variées, et les interactions qui en découlent, mais, d'autre part, elle propose bien souvent des généralités peu nuancées, voire abusives. Pour ce qui est spécifiquement de l'histoire des révolutions, ce recueil d'articles apporte ainsi peu de nouvelles informations. Et d'autant moins qu'y font l'objet d'études plusieurs territoires qui justement n'ont pas connu de révolutions. Ainsi l'Inde, l'Afrique, l'Égypte ou la Chine ont vécu des moments de crise durant la période, mais n'ont pas bouleversé radicalement leur ancien régime et créé une société nouvelle. De fait, le concept clé du livre est bien plus celui de « crise mondiale » que celui de révolution. S'y ajoute celui de révolution impériale (*Imperial Revolution*), car plus que des nations, ce sont des empires qui entrent en révolution : des empires européens qui, au rythme des conflits locaux et internationaux, entrent en crise, alors qu'en réaction, les colonies ressentent le besoin de modifier leurs politique et société, mais pas forcément dans un sens progressiste.

L'introduction des deux éditeurs annonce la couleur. Il s'agit de se démarquer de l'histoire comparée telle qu'elle était appréhendée par Robert Palmer et Jacques Godechot ou par Eric Hobsbawm. L'âge des révolutions ne serait synonyme ni de démocratie, ni d'industrialisation. Pour Armitage et Subrahmanyam, le tableau que ces trois précurseurs proposent serait quoi qu'il en soit insuffisant parce qu'il n'aborde pas les pays non-occidentaux. Or ceux-ci auraient subi de grands changements, mais pas au même moment ou au même rythme que les pays européens et nord-américains. Ce ne sont donc pas des parallèles qu'il importe de retrouver, mais des divergences, et leurs causes. Bien qu'affaiblie au XVIII<sup>e</sup> siècle et menacée de la banqueroute, la Turquie par exemple ne subira pas le sort de la France de Louis XVI et ne succombera qu'au moment de la première guerre mondiale. L'Afrique elle aussi suit une voie spécifique, due à sa géographie, à sa culture, et à sa ou mieux « ses » politiques. Il en va de même aux Indes ou en Chine. Ce qui les ébranle, ce ne sont pas les révolutions, mais les conséquences géopolitiques et économiques de ces révolutions. Notamment la rivalité franco-britannique ou la montée de l'Amérique du Nord dans l'économie mondiale qui transforment du tout au tout les connexions internationales. Les maître-mots ici, ce seraient plutôt le commerce et l'exploitation croissante de territoires jusque-là épargnés. À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'Afrique ne procurait ainsi aux marchands de l'Atlantique qu'un dixième de leur commerce total. Mais l'exploitation irait croissant.

Non que tout soit dû à l'impérialisme européen. Et c'est là l'apport le plus important du livre. La plupart des auteurs prennent en compte les conditions intérieures des empires qui mènent à des changements ou à des crises. Dans des sociétés non uniformisées et non centralisées, les conflits sont en effet légion entre pouvoir central et pouvoirs locaux. C'est le cas de l'Inde où des régions ou des proconsuls se rebellent, c'est le cas de l'Afrique avec ses tribus et son éthique communautariste ou de la Chine qui doit compter avec des



périphéries turbulentes. Ce bref aperçu sur les désordres et rébellions internes ne suggère pourtant pas une quelconque modernité – autre mot-clé du livre pour qualifier la période. Il rappelle plutôt les soulèvements, révoltes, émotions vécus sur la plupart du globe terrestre par des habitants – paysans pour la plupart – qui se sentent opprimés par l'État et sa fiscalité ou son ingérence croissantes. Jean Nicolas les a fort bien étudiés pour ce qui est de la France. En ce sens, l'âge des révolutions n'est pas globalement révolutionnaire.

Il en va tout autrement de plusieurs régions qui elles ont directement été touchées par la vague révolutionnaire en provenance des États-Unis et de la France: les Caraïbes tout d'abord ; l'Amérique du Sud ; l'Égypte et Java. Pour les deux premières, les événements ont précipité la crise. Encore faut-il préciser que la révolution de Saint-Domingue n'a pas fait tâche d'huile, puisque les autres îles caraïbes n'ont pas suivi le mouvement et que les véritables changements n'ont eu lieu que dans les années 1830, sous l'effet de réformes et non d'une révolution (David Geggus). L'Amérique espagnole en revanche opéra une véritable révolution contre ses colonisateurs. C'est dans ce cadre que Jeremy Adelman parle de « révolution impériale », mais il note bien que ces révolutions n'ont pas été synchrones avec celles qui bouleversaient le nord du continent américain ou l'Europe. Elles découlent plutôt des tentatives de réformes de l'empire espagnol et portugais. Pour les deux autres pays, l'occupation par des Européens – Bonaparte en Égypte et le général hollandais Daendels, et puis les Anglais à Java – n'a pas mené à la révolution, mais au rejet des apports extérieurs et des principes révolutionnaires qui demeuraient incompréhensibles aux populations. Juan Cole donne ainsi plusieurs exemples de malentendus entre Français et Égyptiens. Ces derniers en effet ne comprenaient pas le sens de liberté de la même façon qu'un Européen. Quant à Bonaparte, il voyait la religion comme une doctrine, et non comme un mode de vie – à l'inverse des Égyptiens. Malgré les efforts du général pour apprivoiser cette Égypte musulmane, la distance culturelle demeura. Java manifestait une allergie similaire aux valeurs « modernes », et surtout à l'ordre colonial nouveau.

Le contexte global n'exclut pas l'Europe et les États-Unis. Le recueil s'amorce en effet sur trois articles consacrés à la révolution américaine et à la révolution française. Dans le premier, Garry Nash relativise l'importance de l'événement américain pour le monde. Certes, en Europe, la révolution américaine aurait eu un impact majeur, mais elle n'aurait pu surpasser celui de la France en raison de sa contradiction majeure : le maintien de l'esclavage dans un pays qui proclamait à la face du monde les idéaux de liberté et d'égalité. Nash emprunte à Armitage son idée sur l'universalité de la déclaration d'Indépendance, laquelle aurait eu un retentissement beaucoup plus fort que toutes les constitutions américaines et leurs déclarations des droits. La contribution de Maya Jasanoff sur les émigrés français et américains traite plutôt des conséquences des révolutions pour les individus qui y sont opposés. Elle rappelle que toute révolution est une guerre civile qui exclut les opposants. De ce point de vue, l'Amérique n'a pas fait exception et a banni plus de contre-révolutionnaires que ne l'a fait la France – ce que Palmer avait déjà noté. L'article n'innove guère pour ce qui est de l'interprétation de la Révolution française elle-même. Son récit est des plus convenus. On y lit que les révolutionnaires les plus radicaux sont Robespierre et Saint-Just et que Thermidor signe la fin de la Terreur, ce que diverses études françaises ou italiennes ont récemment contesté ou pour le moins nuancé. Quant à l'Angleterre, qui accueille une partie de ces émigrés américains et français, elle serait tout à la fois autoritariste *et* libérale (p.53 et 56), ce qui peut paraître contradictoire – à moins de reprendre la terminologie de Howard Brown, qui lui l'appliquait à la France impériale.

La contribution la plus intéressante pour ce qui nous concerne est celle de Lynn Hunt. Étude tant historiographique que méthodologique, ce chapitre s'interroge sur ce que

peut ajouter l'histoire globale à l'interprétation traditionnelle, coulée dans un moule par trop national et marquée par deux modèles désormais dépassés : marxiste ou révisionniste. C'est une réflexion très nuancée sur l'approche comparative qui demande à être renouvelée et qui doit prendre en compte les convergences, les connexions, les circulations, sans nier l'emprise du local et du contexte (voir Suzanne Desan, Lynn Hunt & William Nelson (eds), *The French Revolution in Global Perspective*, Cornell University Press, 2013). C'est aussi une critique de la méthode de Chris Bayly, en ce qu'elle tend à vouloir expliquer *tout* ce qui se passe dans le monde entier. Hunt propose d'être plus modeste, mais d'étudier tout à la fois ce qui tient des conditions intérieures et ce qui vient de l'étranger ou provient de l'international. Accepter le global sans rejeter le national et le local. Elle insiste aussi sur les « ricochets » qui touchent par exemple la France et Saint-Domingue. Il y est question d'actions et de réactions – et non d'influences univoques. Hunt s'interroge aussi sur les questions du genre et de la consommation dans les nouvelles pratiques culturelles. Une mise au point nécessaire à un moment où l'histoire globale fait dans l'approximatif ou lance des généralisations abusives, telles celles proposées par Bayly dans la conclusion où on lit que l'âge des révolutions a imposé dans le monde l'idée des droits de l'homme et de la souveraineté populaire – alors que certaines régions n'ont jamais reconnu le droit naturel et qu'il a fallu près de deux siècles avant que les déclarations des droits ne reprennent la place que la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle leur avait concédée.

L'idée même de crise mondiale laisse sceptique. On pense aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles qui eux aussi avaient connu leur crise. Quel siècle du reste n'a pas vécu de crise ? Quant à la « révolution » des empires, c'est tout de même autre chose qu'une révolution des droits, de la souveraineté populaire, de la séparation des pouvoirs et des constitutions écrites. Il est vrai que cette révolution impériale a été favorisée par les événements qui bouleversaient la France et ses colonies, ceux qui excluaient l'Angleterre du continent européen et la contraignaient à chercher ailleurs des ressources, ou ceux encore qui renversaient la monarchie espagnole et chassaient outre Atlantique les souverains du Portugal (pour avoir une idée plus claire de ce que Jeremy Adelman entend par « révolution impériale », il faut lire son article « An Age of Imperial Revolutions », *American Historical Review*, avril 2008, p. 319-340). Mais au moment même où le continent sud-américain s'enflammait, les révolutions n'étaient plus de saison dans les métropoles. Là c'était une autre ère qui s'amorçait. Non celle des révolutions, mais celle des restaurations.

Annie JOURDAN

Jacques DE CAUNA, **Toussaint-Louverture, le grand précurseur**, Éditions Sud-Ouest, 2012, 320 p., ISBN 978-2-8177-0216-2, 19,50 €.

Jacques De Cauna, fin connaisseur de la société de Saint-Domingue sous l'Ancien régime et la Révolution en général, et du personnage de Toussaint-Louverture, auquel il a déjà consacré plusieurs études, en particulier, nous offre ici une nouvelle synthèse. Le projet n'est pas tant de parcourir une nouvelle fois la carrière complexe du protagoniste de la Révolution de Saint-Domingue – l'auteur souligne à juste titre que ces biographies se recopient bien souvent les unes les autres –, que de proposer au lecteur, selon une approche très personnelle, des mises au point à partir de recherches généalogiques très poussées, et des réflexions sur l'inscription d'un individu d'exception dans l'Histoire.



Les points les plus novateurs et les plus intéressants portent sur l'évolution de Toussaint avant Toussaint-Louverture; pour l'essentiel, on savait déjà que Toussaint, né vers 1743 sur l'habitation Bréda du Haut-du-Cap, a été affranchi en 1776 par le gérant des plantations du comte de Noé, Bayon de Libertat. Les très minutieuses recherches généalogiques de l'auteur dans les archives notariales, dans les fonds privés, permettent d'approcher au plus près les relations de parenté du futur gouverneur de la colonie, et de l'inscrire dans un réseau de relations, tout à la fois de protections et de sociabilité, qui le placent au croisement de plusieurs mondes.

Toussaint Bréda épousa Suzanne Simon Baptiste, une lointaine parente, au début des années 1780. Mais c'était son deuxième mariage ; il avait été marié à une certaine Cécile, en 1761, qui serait de condition libre. Il y aurait donc un autre fils légitime, en plus des deux enfants mentionnés par tous les biographes, Isaac et Saint-Jean, et d'un fils légitimé, Placide. Il eut d'autres enfants naturels, dont deux au moins occupaient des positions éminentes dans l'État haïtien, et eurent une nombreuse descendance. Des tableaux généalogiques permettent de se repérer dans ces multiples parentèles.

Les protections dont bénéficia Toussaint Bréda dans la première partie de son existence, sont situées à la fois dans le milieu africain, et dans le milieu des maîtres européens. Pour le milieu africain, la figure emblématique est celle du parrain Simon Baptiste (qui serait le père de Suzanne), à qui il doit son instruction et ses croyances ; le personnage est difficile à identifier, en raison de l'homonymie, ce prénom étant d'un usage très courant dans la population noire créole.

Lorsqu'il était esclave, Toussaint connaissait une condition privilégiée, qui était déjà celle de son père, qui aurait été de lignée princière arada ; la « liberté de savane », qui implique une certaine liberté de mouvement, et surtout une grande confiance de la part des Blancs, avant tout le gérant Bayon de Libertat, celui donc qui l'affranchit en 1776, et tout son réseau relationnel, dont le lieutenant-colonel du régiment du Cap, de Touzard, royaliste avéré impliqué dans le soulèvement des ateliers en août 1791.

Voici donc à la veille de la Révolution Toussaint installé sur une petite cafétéria dans les environs du Cap, habitation qu'il loue à un certain Janvier Dessalines, qui serait son propre gendre ; c'est de ce personnage, héros de l'expédition de Savannah, apparenté à Toussaint, que l'un des treize esclaves de l'habitation tire son nom. Il deviendra le futur général Jean-Jacques Dessalines.

Au fil des actes notariés et des correspondances, transparait tout un réseau de noirs libres de la région du Cap, qui ont connu une forme de promotion sociale, liés entre eux par les parentèles et les clientèles ; les puissantes familles des Thomany et des Antoine, les Léveillé, Jean-Baptiste Belley, etc.... Plus tard, pendant la Révolution, ils se constituent en élite dirigeante, ils compteront des représentants à la Convention et aux Conseils du Directoire, des généraux. Le réseau relationnel compte aussi des mulâtres comme Fleury, l'un des instigateurs avec les frères Ogé de la révolte des hommes de couleur en 1790, sur la paroisse de la Grande-Rivière, là précisément où se trouve la cafétéria de Toussaint.

Cette généalogie d'un personnage qui va entrer dans l'Histoire à un âge relativement avancé est la partie forte de l'ouvrage de Jacques De Cauna. L'extrapolation sur la carrière ultérieure est plus problématique. Ainsi, le réseau une fois dessiné, on ne peut considérer qu'il serve de support immuable à l'ascension de Toussaint. Nombre des hommes qui le composent vont même à partir de 1797 dénoncer le pouvoir personnel du gouverneur noir, et partager le point de vue de son adversaire déclaré, Sonthonax ; ainsi Belley, Thomany, Anney, Léveillé. De même peut-on s'interroger sur les déterminismes culturels qui

conduisent à mettre l'accent sur les « origines » béarnaises ou guyennaises des protecteurs européens, ou de nombre des relations de Toussaint.

Le rôle actif de Toussaint dans l'insurrection des esclaves d'août 1791 est une donnée nouvelle, et tout à fait importante. Pour l'interprétation des causes de cette insurrection, l'auteur s'inscrit de façon convaincante à rebours des grands mythes fondateurs, la cérémonie vaudouïsante, ou son caractère spontané ; de là à tordre le bâton dans l'autre sens, et à en faire un mouvement entièrement manipulé par les royalistes, il y a toutefois un pas qui est un peu vite franchi en sélectionnant un certain nombre de témoignages, par rapport à d'autres qui mettent en avant, par exemple, le rôle des mulâtres qui ont participé au soulèvement d'Ogé.

La grande insurrection des ateliers du Nord n'était certainement pas un mouvement spontané, mais son caractère massif allait rapidement bouleverser les stratégies de ses instigateurs, quels qu'ils soient.

Pour la carrière de Toussaint, désormais devenu Toussaint-Louverture, l'apport de l'auteur est moins novateur, et reprend sans trop de recul la biographie désormais classique de Pierre Pluchon. Pourtant nombre d'épisodes méritent encore une analyse approfondie, comme le ralliement de mai 1794 au gouverneur républicain Laveaux (Toussaint connaissait-il le décret sur la liberté générale au moment de son ralliement ?), ou bien l'épisode de l'affrontement d'août 1797 avec Sonthonax, dont les motivations, sinon les péripéties, restent extrêmement complexes.

L'interprétation du rôle historique de Toussaint-Louverture soulève enfin de nombreuses interrogations et la discussion reste ouverte. Je ne retiendrai que quelques aspects de celle-ci.

Tout d'abord, le parallèle entre la carrière de Toussaint et celle de Bonaparte, qui va loin, puisque De Cauna insinue que Toussaint aurait servi de modèle à Bonaparte. Certes, au moment de Brumaire, l'admiration du gouverneur noir pour le premier Consul est sincère, et Toussaint estime plausible un compromis sur la base de la confédération. Mais cela ne dépasse guère le stade de l'illusion, et il ne semble guère dans les propos de Bonaparte qu'à l'époque, l'admiration ait été réciproque. C'est la méfiance, pour ne pas dire plus, qui prime.

Le terme de « précurseur », qui sert de sous-titre à l'ouvrage, mérite une analyse plus fouillée que les éléments rétrospectifs fournis en conclusion. « Grand précurseur » certes, mais de quoi ? De toute l'évolution ultérieure de l'État Haïtien, dans son équilibre instable entre une promesse d'émancipation sociale et la réalité d'un pouvoir oligarchique qui emprunte bien des formes de la domination coloniale ? Ce qui nous renvoie à l'inachèvement et aux contradictions du projet louvertureurien. Ce projet se concrétise nettement à partir de 1797 mais la direction dans laquelle s'engage alors le processus révolutionnaire haïtien ne peut apparaître que postérieurement à la déportation de Toussaint. C'est celui de la construction d'une nation haïtienne, à partir des apports de ses populations diverses, et pas seulement des anciens esclaves, comme il est dit trop souvent ; or cette construction est largement inachevée et l'indépendance de 1804 ne change rien à l'affaire. Si on se place dans la perspective des mouvements révolutionnaires constitutionnalistes de la transition XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles, c'est bien l'édification de la Nation comme nouveau sujet historique qui est au centre ; or, de ce point de vue, la révolution de Saint-Domingue n'est pas aboutie, pas plus que ne l'est celle des États-Unis (il faut attendre 1865), ou celle, un peu postérieure, de l'Amérique espagnole. En outre, mettre l'accent sur la seule issue de la décolonisation, comme on le fait toujours dans le sillage d'Aimé Césaire, est un trompe l'œil qui fait l'impasse sur les alternatives au projet louvertureurien ; la pédagogie de la



citoyenneté républicaine prônée tant par Sonthonax que par Grégoire, la communauté des cultivateurs libres qui entretient le souffle de la résistance au caporalisme agraire. Si Jacques De Cauna est sensible dans sa conclusion au deuxième terme de la contradiction, il ignore la prégnance, tout comme le faisait Pluchon d'ailleurs, des idéaux du constitutionnalisme libéral et républicain.

Ces hésitations et ces contradictions doivent conduire à s'interroger sur le « sens de l'Histoire » qui sert trop souvent à justifier l'action des grands hommes. Non sans perplexité d'ailleurs sur le sens que l'auteur attribue au processus révolutionnaire, qui porta sur le devant de la scène le petit propriétaire noir des environs du Cap, puisqu'il soutient p. 140 que les projets de réforme ministérielle pour « une libération progressive des esclaves voulue dès cette date par le roi, en commençant par les ateliers royaux, montrent à quel point les esprits avaient évolué dans ces milieux et l'on peut se demander finalement, si la Révolution, comme dans beaucoup de domaines, n'a pas brutalement stoppé une évolution qui s'annonçait favorable aux esclaves, l'épisode bonapartiste et ses suites retardant ensuite encore d'une cinquantaine d'années, jusqu'en 1848, leur émancipation. » A l'inverse de cette vision pacifiée et très passive d'un changement octroyé par le haut, le processus révolutionnaire à Saint-Domingue est initié, dans la violence, par la résistance des créoles blancs aux changements progressifs voulus par la métropole. Sans ce processus révolutionnaire, pas de Toussaint, et donc pas d'indépendance ?

L'écriture de l'Histoire accorde aujourd'hui une place à l'uchronie, c'est pourquoi nous laisserons à l'auteur la responsabilité de la formulation de ses hypothèses. Ce qui n'ôte rien par ailleurs aux investigations menées sur les traces de la mémoire de Toussaint-Louverture, du côté de sa descendance en Aquitaine, du très riche cahier iconographique qui accompagne l'ouvrage (l'expertise des portraits de Toussaint est un dossier que connaît très bien l'auteur), du lieu de sépulture de ses restes.

Entre histoire et mémoire, nous avons donc un essai qui est une introduction à un acteur important des mouvements révolutionnaires atlantiques, replacé dans son contexte social, et débarrassé de toute la mythologie propice à son instrumentalisation.

Bernard GAINOT

Loïc CHARLES, Frédéric LEFEBVRE, Christine THÉRÉ (dir.), **Le cercle de Vincent de Gournay - Savoirs économiques et pratiques administratives en France au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle**, Paris, éd. INED, 2011, 480 p., ISBN 978-2733210390, 29,50 €.

Ce recueil parachève les études conduites à l'occasion du colloque « Commerce, population et société autour de Vincent de Gournay (1748-1758) : La Genèse d'un vocabulaire des sciences sociales en France » organisé à Paris du 19 au 21 février 2004 par Éric Brian, Loïc Charles, Frédéric Lefebvre et Christine Théré (INED). Il réunit les contributions originales de onze chercheurs français et étrangers. L'ambition principale de ces travaux est de montrer que le « cercle » de Vincent de Gournay occupe une place spécifique dans l'histoire intellectuelle et administrative de la France des Lumières. Au milieu du siècle, des convergences de pratiques administratives et d'analyses rapprochent Vincent de Gournay, Daniel Charles Trudaine et François Véron de Forbonnais. À partir de ce premier noyau, un cercle d'une vingtaine de personnalités des lettres et de l'administration se constitue en groupe ouvert – contrairement aux physiocrates réunis quelques années plus tard autour de François Quesnay – aux discussions contradictoires.

L'ouvrage comporte onze chapitres répartis en trois parties : « Histoire culturelle, histoire intellectuelle », « Langage et savoirs » et « Philosophie, politique et histoire du commerce ». La première mêle et confronte pratiques et représentations à partir de contributions de David Smith, Loïc Charles, Simonne Meyssonier et Julian Swann. La seconde interroge le discours dans la sémantique des Lumières ; le cercle développe une « science du commerce » visant à la rationalisation des savoirs contribuant au politique ; Christine Théré et Jean-Marc Rohrbasser étudient le néologisme « population », Marie-France Piguet s'intéresse à l'adjectif « commerçant » et aux mots qui lui sont associés, Philippe Steiner explore la polysémie de « commerce » et Frédéric Lefebvre analyse la question de la dérogeance. Enfin, la troisième partie présente les contributions de Donatienne Duflos de Saint-Amand, Catherine Larrère et Paul Cheney qui replacent les travaux du cercle dans l'histoire de la philosophie politique.

Ces contributions de démographes, d'historiens, de linguistes, de philosophes et de sociologues de tout premier plan, parviennent à donner matière au projet global du colloque : déterminer le cercle de Gournay comme mouvement (libéral) de réflexion spécifique et interroger ses apports analytiques à l'art de gouverner pour fonder une science du commerce. Et, si Gournay est la personnalité fédératrice du groupe, son cercle trouve sa cohérence et sa richesse dans la multiplicité des personnalités qui le composent et nourrissent ses travaux : Coyer, Malesherbes, Plumard de Dangeul ou Véron de Forbonnais par exemple. Pour Steiner, le cercle, notamment à travers les apports de Forbonnais, accomplit un effort de systématisation et de théorisation plaçant le commerce au centre du fonctionnement économique, propre à fonder la science du commerce politique. Catherine Larrère souligne que cette ambition est constamment liée à une visée pratique associée à la promotion de la connaissance et à la pratique du commerce. Plus largement, Meyssonier met en évidence le parallélisme que les contributions des membres du cercle laissent apparaître entre lois du marché – devant conduire à l'équilibre – et lois régissant les relations humaines – susceptibles de produire la paix et la cohésion sociale – qui, les unes et les autres reposent sur la confiance, la liberté et la protection. Le cercle de Vincent de Gournay est ainsi confirmé – à côté de la physiocratie – comme groupe intellectuel structurant l'économie politique en France.

Ce volume constitue désormais la référence fondamentale pour l'étude du cercle de Vincent de Gournay et, plus généralement, une source importante pour l'étude de l'histoire économique et politique du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Le volume propose enfin un nouvel inventaire analytique du fonds Gournay de la Bibliothèque municipale de Saint-Brieuc, ainsi que la transcription d'une nouvelle version du *Mémoire sur les manufactures de Lyon* suivi de deux mémoires inédits : *Résultat de la tournée de M. de Gournay en Languedoc relativement aux draps pour le Levant* et *Moyens proposés pour agir le plus offensivement possible contre les Anglois et pour ranimer en France le goût pour la marine*.

Bernard HERENCIA

Claude MAZAURIC, **Jean-Jacques Rousseau à vingt ans, un impétueux désir de liberté**, Vauvert, Au diable vauvert, 2011, 168 p., ISBN 978-2-84626-298-9, 12 €.

L'objet de l'ouvrage de Claude Mazauric est aussi clair que séduisant : à travers le récit de la jeunesse de Jean-Jacques Rousseau, jeunesse quelque peu prolongée, puisque nous



ne le quittons que dans sa trente-deuxième année, il s'agit de rechercher les origines du génie philosophique et littéraire qui ne commença à se manifester véritablement qu'après cette période. Période de formation, assurément, celle d'un penseur tardif, dont les hésitations, les tentatives successives, les errances ne s'avèrent fécondes qu'après-coup, dans le temps de la maturité, et sur un mode qu'elles ne laissaient pas vraiment pressentir. Pour Claude Mazauric, l'enjeu était donc double : d'une part, restituer pour un lecteur profane le contexte historique, à la fois social, politique, et intellectuel dans lequel le Jean-Jacques « d'avant les livres » évolue et devient peu à peu lui-même ; d'autre part, laisser deviner, aux yeux du nouveau venu dans l'univers rousseauiste, ce qui fut décisif dans cette formation de soi. Un pari réussi, et tout d'abord, quant à la précision, jamais trop didactique, avec laquelle la Genève républicaine, le royaume du Piémont-Sardaigne, qui s'étendait à l'époque jusqu'en Savoie, Lyon et Paris, sont évoqués avec leurs institutions, leurs particularités religieuses, et plus largement leurs pratiques sociales ; un pari réussi, également, quant au détail avec lequel la psychologie du jeune homme, et celle de ses proches, nous devient familière au fil des pages.

L'enfance genevoise de l'auteur du *Contrat social* nous est donc présentée avec son drame fondateur, la mort en couches de sa mère, puis ses rebondissements successifs. D'abord confié à la garde de son père, Isaac Rousseau, descendant fantasque d'une famille de bourgeois calvinistes marquée par son attachement précoce aux institutions républicaines, l'enfant est très tôt familiarisé par ce dernier à la lecture des grands textes de l'Antiquité, ainsi qu'à des rudiments de latin, d'arithmétique, de cosmologie. Mais alors que Jean-Jacques atteint sa dixième année, son père est obligé de fuir Genève pour échapper aux suites d'une altercation avec un grand personnage lors de laquelle, fait notable, il a refusé de s'incliner. L'enfant est alors recueilli par le pasteur de Bossey, Jean-Jacques Lambercier, et sa soeur ; puis il revient à Genève, à treize ans, pour être mis en apprentissage chez un graveur. À dix-sept ans, la peur d'être puni après une incartade l'amène à fuir la cité calviniste : Jean-Jacques a définitivement quitté sa ville natale, qui n'existera pour ainsi dire plus pour lui que comme référence quasi-mythique, paradigme livresque d'une République peu conforme à son modèle.

Commence alors le temps de l'errance, là aussi, fondatrice de la personnalité de Rousseau. Recueilli par un curé des environs de Genève, Rousseau se convertit au catholicisme, et ce faisant, est amené à faire une rencontre décisive : celle de Mme de Warrens, apostate elle aussi, chez qui il séjournera de nombreuses années malgré les séparations sporadiques. Mère de substitution, initiatrice à bien des égards, cette surprenante aventurière conservera toujours la reconnaissance de Jean-Jacques. Cependant, la nécessité de parfaire la formation catholique du jeune homme d'abord, puis celle de se trouver une situation, l'éloignent à de nombreuses reprises d'une bienfaitrice auprès de laquelle il revient à chaque nouvel échec. C'est d'abord Turin, puis le séminaire d'Annecy, puis Lyon d'où il s'enfuit presque pour retrouver sa protectrice. De retour à Annecy, ne l'y trouvant plus, il est à nouveau entraîné dans des pérégrinations rocambolesques : ainsi, « c'est en marchant à travers la Savoie, le Piémont, la Suisse romande et la France orientale, que Jean-Jacques Rousseau est devenu adulte ». Par la suite seulement, entre 1731 et 1740, il se stabilise auprès de Mme de Warens : vient le temps du refuge aux « Charmettes » où il parfait sa formation intellectuelle, musicale, affective aussi. Ce n'est qu'après que la relation avec cette dernière se sera considérablement distendue, que le jeune homme déjà âgé de 28 ans, décidera de gagner à nouveau Lyon, pour une carrière de précepteur bientôt avortée ; en 1742, il s'enfuira encore, dans la capitale cette fois-ci. De là, quelques tentatives professionnelles supplémentaires, toutes sans lendemain : dans la musique, dans



la diplomatie internationale auprès de l'ambassadeur de Venise : enfin, à l'issue de toutes ces pérégrinations, riche d'une incroyable expérience sur le plan intellectuel, social et humain, Jean-Jacques est sur le point de devenir Rousseau. Ici s'achève le petit ouvrage.

De ces aventures, truculentes à plus d'un titre, on pouvait faire un récit quasiment romanesque ; et c'est un plaisir auquel Claude Mazauric n'a pas résisté, pour l'agrément indéniable du lecteur. Mais l'auteur n'a pas manqué non plus d'esquisser, au fil du texte, des pistes pour retracer la genèse de certaines des thèses plus tard fondamentales dans la pensée de Rousseau : de sa conception de la femme, qui continue de susciter le débat ; de sa vision de l'enfance et de l'éducation, à propos de laquelle Claude Mazauric montre bien en quoi elle peut être comprise comme une entreprise de salvation par la théorie des échecs de la pratique ; de ses positions politiques, enfin, qui après l'épisode vénitien s'aventurent rarement jusqu'à l'engagement direct, mais qui ne demeurent jamais indifférentes ni à la conjoncture ni aux potentialités de réforme que celle-ci renferme.

Une excellente entrée en rousseauisme.

Stéphanie ROZA

Céline SPECTOR, **Montesquieu. Liberté, droit et histoire**, Paris, Michalon, 2010, 310 p., ISBN 978-2-84626-298-9, 17,24 €.

En quoi la politique a-t-elle besoin de la métaphysique ? Cette question tout à fait légitime préoccupe centralement les spécialistes français de philosophie politique, tout particulièrement depuis la redécouverte de l'importance de Hobbes par Yves Charles Zarka. Ainsi la thématique *Philosophie et politique à l'âge classique* – titre d'un ouvrage de ce chercheur paru aux PUF en 1998 – construit en France une historiographie philosophique en politique, de Pascal à Rousseau, qui prend en compte le texte lui-même – l'énoncé donc – et ses conditions d'énonciation. Il ressort généralement de ce point de vue métaphysique en philosophie politique un grand absent, de manière pour le moins paradoxale, Montesquieu, et bien sûr *L'Esprit des lois*. Certes, cela tient à l'objet de *L'Esprit des lois*, les sociétés réelles, et à son matériau, les données empiriques, certes sur un mode sociologique – que Céline Spector, dans la lignée d'Auguste Comte, met bien en valeur –, mais toujours sur la base des principes, oubliés à tort, des institutions. Ainsi, le renouvellement récent de la réflexion sur la notion de système dans l'épistémologie du XVIII<sup>e</sup> siècle – en particulier à l'initiative du philosophe André Charrak –, permet d'aborder, comme le fait Céline Spector, le système de Montesquieu en tant que philosophie des histoires apte à rendre compte de la totalité des principes qui gouvernent les hommes. Ce qui prime pour cette chercheuse, c'est donc le caractère systématique de *L'Esprit des lois*, sa propension explicite à tenir tout un système. Montesquieu apparaît alors, dans *L'Esprit des lois*, comme un philosophe empiriste dans la mesure où il nous fournit des informations positives sur son objet, la société, tout en introduisant sa part spécifique de réflexion : la nécessité naturelle, c'est-à-dire liée aux besoins humains, de situer le législateur à l'horizon de l'esprit de modération. Est-ce alors le résultat d'une simple énumération de lois rationnelles basée sur la stricte partition entre en les données empiriques et leur traitement ? L'ouvrage de Céline Spector laisse ouverte cette question. Quoi qu'il en soit, il demeure d'une telle oscillation entre empirisme et rationalisme un souci central chez Montesquieu d'exposer la « science nouvelle » selon un ordre naturel d'enchaînement des principes sociaux et des causes morales des institutions aptes à rendre compte de la constitution et de la classification des régimes politiques.



Montesquieu le fait d'un point de vue réflexif et comparatif, bien souligné par l'usage du *Je* et son souci de promouvoir une théorie de la prudence du législateur. La notion d'ordre est tout aussi présente dans la mesure où elle permet, au-delà du chaos apparent des lois, des mœurs et des institutions, d'en retrouver l'intelligibilité. Céline Spector retrace alors, chapitre après chapitre, l'architecture d'un système selon un ordre, une constitution apte à mettre en évidence les choix possibles du législateur. Il est d'abord question de la théorie de la loi dans sa signification la plus étendue, donc selon des rapports nécessaires, naturelle. Ici la référence à Hobbes permet à Montesquieu de se singulariser en s'en différenciant par l'insistance sur la marque négative de l'universel en regard de la positivité des lois. Chaque législation s'avère singulière en lien avec l'histoire naturelle des besoins des peuples : l'art politique s'oriente alors vers un principe de convenance. La norme de la modération prend bien forme dès le départ de la réflexion. Le point suivant concerne la très célèbre typologie des gouvernements d'ordre comparatiste. Que dire de plus, avec les innombrables commentateurs de *L'Esprit des lois*, sur la différence entre la république, la monarchie et les états despotiques ? Que le point essentiel concerne une vision rationaliste du droit basée sur les mœurs. Montesquieu en vient donc à élaborer une théorie des principes associés à chaque type de gouvernement avec la mise en avant de la vertu, en négatif des passions despotiques. L'honneur s'y ajoute en unissant principe moteur et principe inhibiteur. Céline Spector nous propose ensuite, selon la même règle architectonique, d'aborder l'élément central, « l'esprit de modération » propice à la liberté politique, tout en prenant modèle sur la constitution anglaise. Un autre point important concerne la diversité des sociétés du point de vue de leurs causes, où l'on retrouve la célèbre théorie des climats. Nous sommes toujours ici dans la recherche des conditions propices à la modération, quitte à forcer la nature même d'un climat. Un concept se précise, celui d'esprit général, dont l'héritage chez Hegel, peu enclin à suivre la tradition libérale - voir Domenico Losurdo, *Hegel et les libéraux*, Paris, PUF, 1992 -, est à la fois attesté et complexe. L'esprit général s'avère ainsi l'effet de la composition des multiples causes et facteurs mis en évidence antérieurement, ce qui ajoute du divers et de l'hétérogène dans le système même. Céline Spector conclut son ouvrage en revenant sur le dessein de *L'Esprit des lois*. Il s'agit bien de promouvoir un lieu de réflexion de nature libérale, c'est-à-dire propre à conseiller le législateur. Vertu, convenance, modération sont autant de niveaux, du principe à l'esprit même du gouvernement en passant par la convenance naturelle, d'un nouvel art politique jugé le plus en affinité possible avec le législateur.

Un récent colloque organisé en 2010 par Catherine Volpihac-Augier à l'ENS de Lyon sur *L'Esprit de lois*, et publié en 2012 dans la *Revue Française d'histoire des idées politiques*, met l'accent sur l'importance de l'appel au lecteur dans cet ouvrage majeur de Montesquieu, par le fait même des débats et polémiques attestés dès sa parution en 1748. Ainsi se précise le fait que le lectorat ainsi constitué forme d'emblée une conscience critique dont nous avons hérité. Les leçons et les lectures de l'ouvrage n'ont en effet jamais cessé au regard du citoyen que nous sommes, ou tout du moins que nous aspirons à être. Certes, l'esprit de modération ainsi promu doit, avec Rousseau et la Révolution française, se confronter avec l'esprit radical. Cependant Céline Spector n'y perçoit pas une contradiction dans la mesure où le mot d'ordre de modération prend tout son sens dans la lutte contre le despotisme. L'ouvrage se termine par une longue bibliographie (p. 285-307) fort utile pour entrer plus avant dans la théorie politique de Montesquieu.

Bernard JACQUÉ et Georgette PASTIAUX-THIRIAT, **Joseph Dufour manufacturier de papier peint**, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, 296 p., ISBN 978-2-7535-1236-8, 24€.

Publication des Actes de journées d'étude tenues en mai 2009 à Tramoyes (Saône-et-Loire), lieu de naissance de Joseph Dufour, cet ouvrage permet de faire le point sur un homme quelque peu oublié, qui eut pourtant une vie intéressante à bien des égards et dont le patronyme connut surtout une célébrité rendue durable par les superbes papiers peints créés par son entreprise. Organisé en quatre parties, le livre entend tout d'abord évoquer « l'homme Dufour », avant d'aborder successivement la question des sources, la « réalité des papiers peints » et les problèmes liés à leur conservation/restauration. Cela supposait de rassembler des historiens, des historiens de l'Art, des conservateurs, mais aussi des spécialistes de la restauration en charge de ce type d'œuvres. Le pari ne manquait pas d'une certaine audace et il convient de rendre hommage aux initiateurs du projet, car il est assurément couronné de succès avec comme résultat ce livre passionnant et très richement illustré par plusieurs dizaines de reproductions (pour l'immense majorité en couleurs).

Né en 1754, élève de l'École de dessin de Lyon, Joseph Dufour participe en 1785 avec trois associés à la création d'une manufacture de papiers peints. En décembre 1789, son nom apparaît parmi les signataires d'une adresse de « citoyens patriotes » de Lyon. Pour autant, on ne sait rien de ses engagements militants avant 1793. Présent à Paris au début de l'été de cette année terrible pour la jeune République, il fait partie du petit groupe de citoyens de confiance choisis par Collot d'Herbois pour l'accompagner dans sa mission lyonnaise à l'automne. On ignore hélas les raisons de ce choix (Paul Chopelin émet l'hypothèse d'une rencontre récente entre les deux hommes, mais dans l'absolu celle-ci pourrait aussi dater des années lyonnaises de Collot d'Herbois avant la Révolution). Quoi qu'il en soit, Dufour s'intègre alors parmi les administrateurs du département du Rhône nommés par les représentants du peuple en mission après la reprise de la ville « rebelle ». Il participe donc directement à la réorganisation de la cité, désormais nommée Commune-Affranchie ou Ville-Affranchie, sans pour autant se voir confier des responsabilités personnelles au sein des tribunaux extraordinaires mis en place pour juger les « rebelles ». Après Thermidor et en dépit d'une adresse approuvant, comme on s'en doute, le coup de force contre « le dictateur Robespierre et ses vils complices », Dufour semble ne pas pouvoir échapper à l'épuration des autorités constituées. Néanmoins, en vertu d'un « jeu de chaises musicales » comme il s'en produit ailleurs, il ne quitte tout d'abord l'administration du département que pour être nommé président de celle du district, grâce au soutien du représentant du peuple Reverchon (élu, rappelons-le, en Saône-et-Loire). Répit de courte durée car une nouvelle épuration l'écarte à l'automne 1794. Pour autant, il n'est pas arrêté et parvient à quitter Lyon pour rejoindre la Saône-et-Loire au printemps 1795, toujours grâce à la protection de Reverchon. Sous le Directoire, ici étudié par Bernard Gainot, Dufour s'installe à Mâcon et s'intègre aux réseaux républicains opposés aux « réacteurs », liés aux néo-jacobins, actifs notamment grâce à la présence de nombreux réfugiés venus de Lyon. Parmi les actionnaires de son entreprise de papiers peints, figurent Reverchon (pour la coquette somme de 28 000 livres), mais aussi « Sonthonax de Paris » (pour 800 livres). En tant que manufacturier, il possède déjà un réseau de relations dans le milieu des marchands et fabricants parisiens, ce qui facilite son installation dans le faubourg Saint-Antoine à l'automne 1806. La suite de son parcours se confond pour l'essentiel avec ses productions.

Grâce à la présence d'un riche fonds au Musée des Arts décoratifs de Paris, Véronique de la Hougue évoque les différentes expositions dans lesquelles les papiers peints



de Dufour ont été montrés au public, de celles du XIX<sup>e</sup> siècle à l'exposition « Trois siècles de papiers peints » en 1967. Après cette dernière, le musée a continué d'acheter des œuvres de Dufour mais aussi des documents d'archives (ainsi les archives Dufour et Leroy acquises en 2006), tandis que les « maquettes » conservées à la Bibliothèque Forney (quelque 300 pièces) permettaient d'étudier les dessinateurs ayant travaillé pour Dufour. Leur influence et celle de leurs créations se découvrent à travers leur présence dans plusieurs pays européens. En Grande-Bretagne (étudiée par Christine Woods), plusieurs grandes collections de papiers peints historiques existent aujourd'hui, dont celle de la Whitworth Art Gallery qui détient plusieurs papiers créés chez Dufour. On y trouve notamment de très belles grisailles représentant les Douze mois, témoignage de ce « que le fabricant était hautement considéré comme un pionnier, un novateur, un inventeur ». Dans les territoires allemands (objets de la communication de Sabine Thümmel), le bon accueil réservé à ces papiers peints est certain et plusieurs photographies de pièces ainsi décorées permettent au lecteur de mieux comprendre l'ambiance qu'ils contribuaient à créer (les grisailles de Rüdlingsdorf, en Saxe, méritent à elles seules le détour). Bernard Jacqué nous donne également à voir comment le goût pour la draperie dans le style néo-classique sert lui aussi l'inspiration des dessinateurs travaillant pour Dufour, et là encore les photographies illustrent à quel point le trompe-l'œil est réussi (à condition pour le tapissier de réussir à résoudre nombre de problèmes de pose des papiers !). Quand ils n'illustrent pas les mois de l'année et ne donnent point ainsi l'illusion de la draperie, quand ils ne représentent pas « les monuments de Paris » ou des scènes mythologiques, quand ils ne font pas assaut de couleurs sublimes et de motifs décoratifs divers, les artistes cèdent volontiers à une autre mode, celle de « l'exotisme » (Céline Borello). Tandis que Charles Alexandre Lesueur ramène de saisissants dessins pris sur le vif lors de son expédition dans les terres australes, d'autres artistes laissent voguer leur seule imagination grâce aux récits de voyages qui leur permettent de mettre en scène « les sauvages de la Mer Pacifique » (1804) sans quitter la France. Nous nous retrouvons là en plein mythe du « bon sauvage », avec, entre autres, ces « femmes séduisantes, femmes lascives, femmes offertes »... et l'auteur d'évoquer bien entendu Marlon Brando dans *Les Révoltés du Bounty*, à qui j'ajouterais volontiers Clark Gable dans la première version du film consacré aux mésaventures du capitaine Bligh en 1789. Le choix de sujets semblables, mais aussi ceux empruntés à la mythologie, autorise Georgette Pastiaux-Thiriart à pister les sources d'inspiration des dessinateurs. La liste des œuvres littéraires ne livre guère de révélations surprenantes (La Harpe, Marmontel, Bernardin de Saint-Pierre, Le Tasse, etc.). Autant d'auteurs ici fidèlement illustrés, là objets de choix liés aux « impératifs de la composition esthétique ». On lira avec un intérêt particulier les développements consacrés aux « Voyages d'Anthéonor », papiers peints inspirés d'un livre de Lantier (1798) et dans lesquels peuvent être décelées des allusions à la Révolution.

En toute justice, il faudrait encore mentionner chacune des autres communications, avec par exemple celle qui traite des papiers peints anglais néo-classiques, celles qui abordent les matériaux et les aspects techniques, ou encore les problèmes de la conservation et ceux (liés) de la restauration... Dans le cadre limité de ce compte rendu, bornons-nous à souligner une nouvelle fois la grande richesse de cet ouvrage, même s'il aurait gagné à être agrémenté d'une chronologie synthétique, d'index, voire (pourquoi pas ?) d'une liste de lieux et de collections à découvrir sur la piste de Dufour.

Michel BIARD

Cesare VETTER et Marco MARIN, avec Elisabetta GON (dir.), **La felicità é un'idea nuova in Europa. Contributo al lessico della rivoluzione francese**, Trieste, Edizioni Università di Trieste, 2013, tome II, 731 p., ISBN 978-88-8303-470-1, prix non ind.

Après un premier tome paru en 2005, l'équipe de Trieste poursuit son exploration lexicographique des textes révolutionnaires fournissant un outil important pour toute la communauté intéressée par l'histoire de la Révolution française. Les auteurs ont constitué un corpus avec les œuvres de Marat, Robespierre, Saint-Just et le journal d'Hébert, un discours de Lequinio, ainsi que 112 catéchismes révolutionnaires, qui ont été digitalisés et qui sont soumis aux analyses lexicologiques et lexicométriques, selon des procédures exposées précisément dans la présentation de l'ensemble.

Le lecteur ordinaire ne s'arrêtera sans doute pas aux tables de fréquences des mots pas plus qu'aux listes de lemmes à propos de Lequinio qui prennent 70 pages, mais verra notamment avec intérêt le « tag-cloud » particulièrement frappant qui résume ces pages. Il sera en revanche passionné par les citations ordonnées autour des occurrences précises dont nous ne citerons ici que « félicité », « dictat\* » (permettant de faire apparaître dictateur et dictature), « tribun », « terreur », « ennemis du peuple »... à partir des grandes œuvres évoquées plus haut. Trois diagrammes temporels offrent une visualisation très efficace des occurrences de sans-culottes, terreur et de la liaison peuple/sans-culottes pour Robespierre, Saint-Just, Hébert et Marat.

Les évidences sautent aux yeux : Saint-Just ne parle qu'à trois reprises des sans-culottes, ce qui n'est pas le cas de bien d'autres révolutionnaires. Tout aussi frappants sont les usages de « terreur » par Saint-Just qui en abuse dans son poème *Organt*, confirmant bien l'horizon du sublime pré-romantique dans lequel baignent les jeunes gens dans les années 1780. Les occurrences du même mot pour Robespierre, Marat et Hébert sont révélatrices. Marat se pose comme la terreur des aristocrates ; Hébert est le seul à assurer que la terreur est à l'ordre du jour, à partir de décembre 1793 ; Robespierre enfin qui va répétant que la terreur est l'arme des despotes, admet brièvement en février 1794 que la terreur doit être dirigée contre les ennemis du peuple, mais affirmant sans ambiguïté que la raison et la justice doivent guider les actes du gouvernement en faveur de bons citoyens et qu'il faut combattre une terreur incontrôlée. La seconde partie vouée, pour près de 200 pages, à une importante sélection de catéchismes révolutionnaires apporte sans doute moins de révélations, puisque les mots retenus appartiennent aux registres nobles de la politique et ne sont sans doute pas les plus fréquents dans des ouvrages destinés à un large public et souvent écrits comme des pamphlets. La sélection est en elle-même intéressante et les citations produites donnent de l'époque l'image de ce qui était pensé et débattu parmi les intellectuels du moment.

Cet ouvrage, éminemment aride, est un outil de travail et une source incomparable. Aussi judicieusement réalisé, il légitime parfaitement l'emploi des techniques de lexicométrie qui ajoutent des éléments incontestables aux analyses. Ce livre devrait se trouver dans toutes les bonnes bibliothèques de recherche. Faut-il ajouter enfin que les textes de commentaires et de méthodes sont accessibles aux lecteurs maîtrisant un peu l'Italien et que la masse des documents est en français, soit les 4/5<sup>e</sup> du total ?

Jean-Clément MARTIN



Eduard GANS, **Storia della Rivoluzione francese**, Texte allemand et traduction italienne présentés par Corrado BERTANI, Milan, Rubbettino, 2011, ISBN 978-88-498-2844-3, 20 €.

Cette édition est celle du cours d'Histoire délivré à l'Université de Berlin, pendant la saison d'été 1828, à partir des notes prises par le futur compositeur Félix Mendelssohn Bartholdy, qui avait alors 19 ans.

Eduard Gans (1797 – 1839) est né à Berlin dans une famille juive aisée. Il fait des études de droit, notamment à Heidelberg, où il suit les cours de Hegel, dont il devient l'un des disciples les plus marquants. Il se convertit en 1825 à l'Église évangélique de Prusse. La même année, il fait un séjour à Paris, où il fréquente les cercles et salons sous la conduite de Victor Cousin. Lorsqu'il prononce son cours de 1828, il est professeur à la Faculté de droit de l'Université de Berlin. Ce cours sur la Révolution française, découpé en six sections chronologiques, devait se prolonger par une « Histoire des cinquante dernières années », dont les notes sont transcrites dans la dernière partie du présent ouvrage. La tonalité libérale devait fortement déplaire au gouvernement prussien, qui l'interdit peu avant sa mort.

Les lignes directrices du cours sont les caractères fondamentaux de l'institution monarchique, le problème de la souveraineté, les rapports entre les différents pouvoirs, les conséquences de l'irruption des masses sur la scène politique.

Gans applique à l'Histoire contemporaine les principes de la philosophie de Hegel, en réaction aux tendances moralisantes qui dominaient alors l'approche historique « pragmatique ». Il s'agit de mettre au jour la logique sous-jacente à l'exposé des faits : le processus par lequel l'esprit, en transformant le réel, prend progressivement conscience de lui-même et de sa liberté essentielle. Il reprend les propositions de Hegel sur le cours de l'Histoire universelle, à travers les étapes fondamentales que sont la Réforme luthérienne, la Révolution anglaise, et la Révolution française comme événement décisif pour l'entrée de l'Europe dans l'histoire contemporaine.

Sa documentation repose surtout sur l'utilisation de l'ouvrage de Mignet, de préférence à celui de Thiers, trop factuel à son goût. La méthode de Mignet, plus conceptuelle, convient davantage à son propos, même s'il prend des distances avec la causalité. Il est attentif à la logique sous-jacente des processus révolutionnaires, là où Mignet mettait plutôt en avant la causalité sociale. Pour ce dernier c'est la résistance forcenée des couches privilégiées qui induit la radicalité du cours de la Révolution et sa popularisation. Le caractère de « nécessité » de la Révolution se comprend chez Mignet comme l'obligation de prendre des mesures de salut public pour sauver les acquis des premières années ; chez Gans, c'est un effet de la nature logique des premières mesures, qui conduisent inéluctablement, et presque indépendamment de la volonté des acteurs et des groupes, vers les mesures extrêmes.

En outre, contrairement à Mignet, Gans n'est pas lié par le contexte français de la Restauration. La contingence politique conduit Mignet à une écriture contre-factuelle ; libéral et partisan de la monarchie constitutionnelle, ce dernier s'attache à montrer que le sort de l'institution monarchique eut été différent si les Bourbons avaient d'emblée lié leur destin à la mise en œuvre des réformes, plutôt qu'à la résistance désespérée des privilégiés. Gans est surtout attaché à une démarche pédagogique pour un auditoire prussien et, ce faisant, il s'attache à l'examen des grandes catégories de référence pour la construction de l'État moderne en Europe.

Ces catégories sont d'abord la souveraineté, puis la représentation, enfin la liberté politique. A partir de là, il interprète la période révolutionnaire (son exposé se termine

à l'avènement du Directoire) comme une crise de légitimité. Les prémices de la dérive jacobine sont tout entiers contenus dans la stricte séparation des pouvoirs opérée par les Constituants. Attaché à une notion absolue de la souveraineté qui doit plus à Bodin qu'à Locke, Gans, tout comme son maître Hegel, relève la contradiction entre la rationalité à l'œuvre dans la permanence de l'indivisibilité de l'État, et le principe de représentation de la Nation tel qu'il fut mis en œuvre par les constituants. Certes, Gans sait gré à ceux-ci d'avoir prohibé le mandat impératif pour exprimer une « volonté générale » indépendante des intérêts subjectifs. Toutefois, la volonté objective qui se déploie lors de la délibération en commun doit composer avec la volonté subjective qui se déploie lors des élections en assemblées primaires. La politique des intérêts ressurgit avec cette interprétation numérique de la majorité et, avec elle, la division des partis. Et, de ce point de vue, Gans condamne tout aussi bien les restrictions censitaires du suffrage, qui redoublent les inconvénients de la majorité numérique par une subordination aux intérêts matériels. Pour lui, l'Homme ne peut pleinement exercer sa liberté politique que si le gouvernement reste un point de référence fixe (ce qui suppose une monarchie héréditaire), composé de fonctionnaires inamovibles choisis par le monarque. C'est un gouvernement de techniciens assisté d'un corps délibératif composé selon la répartition de la société en « états ». On mesure toute la distance entre ce constitutionnalisme rationnel, et le constitutionnalisme libéral classique.

Gans va toutefois évoluer sur la question après 1830. Il cherche à réintroduire une dose de suffrage sur une base numérique, qui est celle de la proportionnalité de la représentation au nombre des habitants. Il se rallie ensuite au principe de la prise de décision à la majorité, puis à l'idée d'une opposition parlementaire. Gans cherche une voie de compromis entre les vues de Hegel et le système représentatif, plus à même de répercuter les transformations sociales à l'œuvre dans les États modernes. Il ne se réfère plus au « bourgeois » lié à son activité professionnelle et à une communauté restreinte, mais au « citoyen » bien informé des réalités nationales, mieux à même de réaliser la médiation entre la sphère de la société civile et l'universalité de la loi. Évolution qui lui valut les tracasseries de la fin de sa vie ?

Le cours de 1828, à travers les notes de Mendelssohn, est donc reproduit dans une édition bilingue, allemande sur la page de gauche, italienne sur la page de droite, avec un appareil érudit tout à fait considérable ; soixante-dix pages de notes qui éclairent le sens des notions utilisées et des événements, et qui replacent les enjeux interprétatifs à la lumière de l'historiographie récente de la Révolution française.

Le cours est complété par les quatre leçons sur l'histoire des cinquante dernières années, qui replacent la signification de la Révolution française dans l'histoire européenne, qui exprimait alors toute l'histoire universelle.

C'est une très belle et très heureuse initiative, référence essentielle pour tous ceux qui s'intéressent à l'historiographie de la Révolution française et, plus précisément aux traces multiples que celle-ci a laissées pour le mouvement intellectuel du *Vormärz* allemand.

Bernard GAINOT



Laura Fournier-FINOCCHIARO et Tanja-Isabel HABICHT, **Gallomanie et Gallophobie. Le mythe français en Europe au XIX<sup>ème</sup> siècle**, Rennes, PUR, 2012, 315 p., ISBN 978-2-7535-2039-4, 18 €.

Afin de compléter la démarche – entamée par Anne-Marie Thiesse – de questionnement sur le processus de formation identitaire des différents pays européens entre le XVIII<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècle (Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales*, Paris, Éditions du Seuil, 1999, 385 p.), l'équipe ERLIS de la Maison de la Recherche en Sciences humaines de l'Université de Caen a pris l'heureuse initiative d'organiser les 17 et 18 juin 2010 une rencontre des spécialistes de différentes disciplines en provenance des quatre coins de l'Europe afin de confronter les multiples représentations de la France à l'Étranger au travers de textes littéraires, de l'historiographie, des discours politiques ainsi que de différents documents de civilisation. De ce colloque résulte aujourd'hui un ouvrage se composant de dix-huit contributions organisées en trois grandes parties, à savoir : « Les Nations européennes confrontées à la France », « Parcours d'écrivains et d'artistes entre gallophobie et gallomanie » et « Vecteurs rhétoriques et pédagogiques ».

De « L'évolution des représentations britanniques de la France rurale » à « La Bavière de Louis Ier et Louis II entre Wagner et Versailles », en passant par « L'image de la France dans les manuels scolaires belges du XIX<sup>e</sup> siècle et sa contribution à la définition d'une identité nationale », ce livre se présente comme un ensemble de miroirs reflétant des images contrastées et souvent transformées de la France. Néanmoins, de ce kaléidoscope, il est possible de façon transnationale de tirer un certain nombre de traits significatifs. D'abord, cette question se place dans une dynamique interactive de regards croisés. L'altérité constitue un élément essentiel pour les différents pays européens dans leur processus respectif de « Nation building ». De par son rayonnement culturel, économique et technologique, son positionnement de premier plan dans le concert des nations et son actualité (Révolution française, Empire napoléonien et les différents soubresauts révolutionnaires du XIX<sup>e</sup> siècle), la France constitue une référence à laquelle de multiples segments de la société européenne vont adhérer ou s'opposer. Dans ce cadre, le caractère conflictuel des rapports socio-politiques de la France constitue à la fois un phare pour certains, un repoussoir pour d'autres ou encore une façon de promouvoir une forme de tempérance dans la gestion de la chose publique. Certains en Autriche ou encore en Italie vont même jusqu'à préconiser d'utiliser la France comme exemple pour mieux s'y opposer. L'utilisation de l'image de la France dans un processus de construction identitaire passe même pour certains pays comme le Luxembourg, la Belgique et la Bavière au stade de l'instrumentalisation. Afin de garantir leur intégrité nationale, la France est utilisée dans un jeu de bascule comme contrepoids à un autre « mâle dominant » de la scène internationale, à savoir la Prusse. Avec son éternel détachement, l'Angleterre alterne entre le ravissement pour les campagnes françaises, un humour cinglant et la rivalité-complémentarité avec l'Hexagone. L'ouvrage se termine par le conflit linguistique qui implique tous les pays d'Europe autour des années 1900 et par le sentiment de la perte de l'hégémonie de la France à l'occasion du Traité de Versailles marquant l'affirmation de la montée en puissance de l'axe atlantique. L'adoption de l'anglais à l'égal du français comme langue officielle du traité de paix sonne comme le chant du cygne de la position de la France au sein du cercle restreint des puissances mondiales de premier rang.

Cet opus donne l'impression au lecteur de musarder tout en collectant une masse d'informations, parfois inédites sur différents pays européens. De façon impressionniste, il peut de la sorte saisir l'impact de la France sur le restant de l'Europe, mais surtout



comprendre comment l'Hexagone constitue au XIX<sup>e</sup> siècle un élément prégnant sur la construction identitaire pour l'ensemble des pays européens.

Francois ANTOINE

Jean-Numa DUCANGE, **La Révolution française et la social démocratie. Transmissions et usages politiques de l'histoire en Allemagne et Autriche (1889-1934)**, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, 361 p., Préface de M. Vovelle, ISBN 978-2-7535-1736-3, 20 €.

Ce livre issu d'une thèse est, logiquement, un ouvrage d'une grande érudition sur la façon dont les partis sociaux-démocrates allemand et autrichien accordent une place dans leurs publications, leurs débats, comme dans la formation de leurs militants, à l'évocation de la Révolution française ainsi qu'à l'historiographie française. Après un chapitre de présentation de la question portant sur les années 1840-1880, l'auteur déroule chronologiquement sa démonstration qui va du centenaire de la Révolution à l'interdiction des partis sociaux démocrates après la prise du pouvoir par Hitler. Entre temps, trois tournants essentiels seront survenus : l'écho de la révolution de 1905, la guerre de 1914-1918 et la révolution de 1917, enfin la constitution de la République de Weimar. L'importance du sujet saute aux yeux, que l'on soit ou non spécialiste des pays de langue allemande. Comprendre comment les partis sociaux-démocrates les plus puissants d'Europe ont bâti leur compréhension de l'histoire de la Révolution française, en lien et surtout en discordance avec leurs homologues français, comment ils ont élaboré une histoire des révolutions alors que la Russie voisine expérimentait des révolutions en obligeant à reconsidérer toutes les catégories admises, sont autant de raisons qui retiennent l'attention du lecteur.

Avec une grande clarté dans l'expression l'auteur mêle les sources et les acteurs pour brosser des tableaux synoptiques précis. Il étudie ensemble les synthèses, grand public comme universitaires, signées par de grands noms, Kautsky, Berstein, Cunow, les revues satiriques et les journaux d'opinion qui touchent des centaines de milliers d'abonnés et de sympathisants, pour signaler les grands courants autour desquels la connaissance des événements français se réalise. L'auteur n'oublie ni les tracts ni surtout les écoles du parti où se forment des connaissances historiques collectives. Les querelles internes et surtout le poids des grandes œuvres sont exposés clairement, montrant ainsi les connaissances fragmentaires, ou sélectives, que les sociaux-démocrates allemands et autrichiens avaient de la Révolution française. Le personnage de Robespierre est particulièrement déprécié pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle, étant vu comme le responsable de la violence et de l'échec de la révolution populaire.

La compréhension de la Révolution française comme « bourgeoise » par le courant majoritaire chez les sociaux-démocrates allemands les conduit à récuser l'interprétation de Jean Jaurès, comme à refuser la Terreur de 1794 assimilée à la révolution des bolcheviks. Le jeu des analogies est ainsi essentiel, bien plus efficace que les confrontations intellectuelles ou les retombées des publications. Les événements russes ont été pourtant déterminants pour modifier les compréhensions de l'histoire française comme les positions adoptées par les militants sociaux-démocrates en Allemagne pendant et après la première guerre mondiale. L'auteur prend le soin de souligner la diversité des opinions et de montrer la naissance de diverses traditions de pensées, mais en notant l'influence des publications, relevant par exemple que, si deux ouvrages favorables à la Révolution française paraissent après 1918,



ils n'eurent qu'une faible postérité. Cela n'empêche pas l'évolution des approches et la qualité des interrogations, comme Kautsky en 1922 qui révisé ainsi ses jugements sur les hébertistes et la Convention au regard des tragédies traversées par l'Allemagne après 1918. Mais les références à la Révolution française s'affaiblissent dans les années 1920, attestant du lien entre actualité immédiate et rapport au passé. Ce sont alors les communistes qui assurent l'essentiel des comparaisons, en insistant sur Babeuf et sur l'exemplarité de 1917 par rapport à 1789. Reste que les références à la Révolution française ne disparaissent pas, les débats autour des œuvres d'Aulard et de Mathiez étant vifs de part et d'autre de la frontière entre la France et l'Allemagne.

Ce bref survol tient peu compte de la richesse documentaire et méthodologique de l'ouvrage inscrit notamment dans les problématiques des histoires croisées, ce qu'éclaire particulièrement bien, pour ne prendre qu'un seul exemple, l'évolution de la réception de l'histoire socialiste de Jean Jaurès. Mais l'attention à la méthode est repérable tout au long du livre, en faisant une source de réflexions de grand intérêt. Sans doute pourra-t-on reprocher, en contrepartie, la diversité des approches, morcelant parfois la démonstration, obligeant le lecteur à retrouver au fil des chapitres tel ou tel thème secondaire. Sans doute pourra-t-on aussi regretter que le contexte proprement allemand n'apparaisse pas toujours aussi clairement que dans les derniers chapitres – mais pouvait-il en être autrement sauf à faire un autre livre, comme l'auteur le reconnaît à plusieurs reprises dans les notes infra-paginales qu'il faut lire. Au final, le livre apprend autant sur la France que sur l'Allemagne, autant sur l'écriture de l'histoire de la Révolution française que sur la compréhension de l'Allemagne sociale-démocrate de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup>. Il devra figurer dans les futures bibliographies à propos de la Révolution française.

Jean-Clément MARTIN

Pascal CYR, **Waterloo : origines et enjeux**, Paris, L'Harmattan, coll. Historiques, 2011, 439 p., ISBN 978-2-296-54244-0, 39 €.

Pascal Cyr, docteur de l'Université de Montréal, a souhaité mettre le résultat de ses recherches à la disposition d'un large public. Dans l'introduction de son ouvrage, il déplore que l'histoire bataille, délaissée par les universitaires selon lui, soit « accaparée » par les historiens amateurs qui reproduisent inlassablement les mêmes thèses et n'utilisent guère les sources de première main. Pour remédier à ces carences, il relit ces sources et replace la bataille de Waterloo dans un large contexte, qu'il n'hésite pas à faire remonter parfois jusqu'à l'année 1805. On pourra objecter à l'auteur que l'histoire bataille a connu une véritable révolution, illustrée précisément dans le cas de Waterloo et selon une approche différente, par les travaux de Jean-Marc Largeaud et de John Keegan, qu'il cite dans sa bibliographie mais peu au cours de son étude. Mais il déclare peu concluant l'exercice de ce dernier à la fin de son ouvrage dans laquelle il se livre à une relecture critique de l'historiographie de la bataille – qu'il aurait été plus judicieux de placer au commencement du livre. Et au final son analyse aboutit, non pas à une œuvre relevant de la nouvelle histoire-bataille mais – et on ne saurait lui en faire le reproche – à un récit extrêmement classique du combat.

Par ailleurs la perspective de vulgarisation très louable en soi adoptée par Pascal Cyr le conduit à des raccourcis audacieux et même hasardeux, à des formulations approximatives ou qui mériteraient d'être davantage nuancées, voire à une présentation quelque peu

simplificatrice qui aggrave la confusion plus qu'elle ne la dissipe et amène parfois à des contre-sens. Citons par exemple les « privilèges » (p. 17) acquis sous la Révolution et l'Empire que la déclaration de Saint-Ouen promet de conserver, l'Église « annexée » par Bonaparte depuis la promulgation du Concordat (p. 86), les conditions de vie du bas-clergé qui n'auraient pas été améliorées par le Concordat, certains curés ayant « tôt fait de se tourner vers la mendicité » (p. 89), le fait que l'Acte additionnel aux Constitutions de l'Empire, en affirmant la liberté de culte, aurait « apporté une sévère entorse au Concordat qui [...] stipulait que la religion catholique était prédominante » (p. 139). Citons encore « des senatus-consultes qui lui [l'Empereur] permettent de lever des soldats sans passer par l'approbation du Sénat » (p. 74) (cette approbation existe même si, émanant d'un Sénat docile, elle est toute formelle et acquise d'avance !). À propos du suffrage universel, l'auteur affirme que la constitution de l'an VIII « a cette particularité de faire disparaître le suffrage universel parce qu'elle se limite [...] à ceux qui paient des impôts, donc aux notables » (p. 71). Présentation contestable qui n'évoque pas l'histoire antérieure, notamment celle de la constitution de l'an III, et qui confond le fait que le suffrage universel soit vidé de son sens avec sa disparition !

Huit chapitres composent l'ouvrage qui comporte 439 pages et la moitié d'entre eux est consacrée au contexte politique, diplomatique et militaire, économique et financier dans lequel s'inscrit la défaite. Autant de vastes synthèses qui structurent une grande masse d'informations et qui tendent toutes à montrer que Napoléon est acculé à remporter une victoire décisive, ce qui n'est pas sans conséquences sur la stratégie et même sur la tactique qu'il adopte lors des combats qui précèdent Waterloo et à Waterloo même. Plusieurs de ces chapitres contiennent une comparaison avec la situation à la veille d'Austerlitz, autre bataille décisive au cours de cette année 1805 en laquelle l'auteur voit – il le dit dès l'introduction – le début du déclin de l'empire napoléonien, hypothèse plus affirmée que démontrée au cours de l'ouvrage.

Le premier de ces chapitres évoque les enjeux du Congrès de Vienne ainsi que l'état des rapports de force en Europe et, avec bonheur, le rôle que joue alors Talleyrand ; le suivant analyse l'inertie, quand ce n'est pas de la résistance passive, dont font preuve à tous les échelons les diverses instances administratives, qui concorde avec l'attentisme des notables et la méfiance des libéraux évoqués dans le chapitre quatrième et les mouvements d'opposition royaliste analysés dans le chapitre troisième. Pascal Cyr montre fort bien qu'en général ceux-ci échouent, qu'ils ne reposent pas sur un soutien populaire à la cause des Bourbons et qu'ils n'entraînent pas non plus un soulèvement de grande ampleur. Mais celui de l'Ouest paraît suffisamment inquiétant à Napoléon pour qu'il se sente obligé de soustraire 10 000 hommes à l'Armée du Nord.

Les quatre chapitres suivants sont consacrés à la campagne qui précède Waterloo et à la bataille elle-même. Ce sont les meilleurs de l'ouvrage, même s'ils se développent dans les cadres d'une narration très classique. Chacun de ces chapitres se termine de façon très judicieuse par un résumé bien utile pour le lecteur. On regrettera par contre qu'il y ait fort peu de cartes et que celles qui existent ne soient pas très lisibles. Le cinquième chapitre analyse avec précision la préparation de la campagne notamment sous l'angle de ses incidences financières et pratiques. Il expose le cercle vicieux dans lequel est enfermé l'Empereur : obligé de remporter une victoire décisive pour se rallier les milieux financiers, il a aussi impérativement besoin d'argent pour mener à bien sa campagne. Or l'auteur a déjà montré précédemment que les sources de financement se tarissent et que les fournisseurs ne font plus crédit à l'Empire. La guerre va donc payer la guerre. Toutefois, dans un premier



temps et grâce à un certain nombre d'expédients qui creusent la dette de l'État, il réussit à équiper convenablement l'armée qui entre en campagne.

Il lui faut faire vite pour toutes les raisons évoquées plus haut et qui ne sont pas d'ordre purement militaire ; d'où le choix d'une stratégie offensive (contre l'avis de Carnot qui aurait préféré qu'on s'appuie sur les places-fortes, plan dont Pascal Cyr remet en cause la pertinence) et le dessein de combattre séparément Prussiens et Anglais afin de leur ôter l'avantage que leur donnait leur supériorité numérique, une fois réunis, et par conséquent le choix d'une attaque du dispositif ennemi en son centre. Mais ce qui réussissait quand la Grande Armée le mettait en œuvre va être pratiqué par l'Armée du Nord dont l'auteur a montré qu'elle n'était pas à la hauteur de sa devancière.

Finalement le plan échoue, Pascal Cyr le montre dans l'étude minutieuse des combats du 16 juin, ceux de Ligny et des Quatre-Bras où sont « ratés » successivement Blücher et Wellington. L'auteur a soin de démêler l'écheveau des responsabilités et évite de faire de tel ou tel un bouc-émissaire, y compris l'empereur dont il ne cèle cependant pas les erreurs d'appréciation sur le terrain. C'est tout « un ensemble d'événements mineurs en soi » (p. 263) qui entraîne la défaite finale, y compris la malchance qu'en d'autres temps le général de l'Armée d'Italie aurait peut-être surmontée.

La même volonté d'éviter le morceau de bravoure et de s'en tenir à l'exposé des faits, non sans manifester une distance critique envers les interprétations précédentes, prévaut pour Waterloo. Pascal Cyr montre que le retour en arrière semblait être la seule alternative raisonnable à la bataille mais qu'un tel retour était impossible pour les raisons politiques exposées plus haut. La politique intérieure a donc eu un retentissement sur la tactique adoptée pendant le combat du 18 juin, manœuvre sur position centrale, désormais très risquée, voire sur l'impossibilité pour l'empereur, condamné à la victoire, d'ordonner une retraite quand il en était encore temps. Il est désormais condamné à l'abdication.

On ne peut s'empêcher de penser qu'il aurait été préférable que l'ouvrage soit davantage centré sur Waterloo et plus concis quant au contexte, même s'il était bon de ne pas s'en abstraire et de montrer que l'histoire militaire est aussi une histoire politique.

Annie CRÉPIN

Pierre BRANDA, **Napoléon et ses hommes**, Paris, Fayard, 2011, 576 p., ISBN 978-2-73535-1736-3, 29,50 €.

Toujours conscient de l'importance de son image comme outil du pouvoir, Napoléon cherchait à se présenter à ses contemporains et devant l'Histoire sous deux visages contrastés, les deux inventés et soigneusement maquillés pour créer l'impression requise. Pour les uns – et surtout pour ses anciens compagnons d'armes – il restait l'héritier de la Révolution, l'homme des Lumières, celui qui par ses talents seuls s'était tracé un chemin fulgurant dans le monde méritocratique des années 1790 pour prendre sous le Consulat et l'Empire les rênes du pouvoir politique. Pour les autres – parmi eux les rois et les reines d'Europe qu'il voulait impressionner et avec lesquels il voulait traiter d'égal à égal en diplomatie comme en guerre – il devait apparaître comme un des leurs, un homme défini par le pouvoir et respirant la majesté royale. Cette image pouvait changer, d'ailleurs, soudainement, en fonction du public et des contingences politiques : en 1810 lors de son mariage avec Marie-Louise, c'est un homme du pouvoir doté de toutes les richesses d'un grand empire, suivant à la lettre le déroulé du mariage de Louis XVI et de Marie-Antoinette, tandis qu'en 1815, pendant

les Cent-Jours, il revient à son image modeste d'antan, au personnage du « petit caporal », proche de ses hommes dans leurs combats et leurs souffrances. Selon les circonstances, on le voit rattrapé par son passé républicain ou s'adonner aux plaisirs matériels de la monarchie, tiraillé, comme Janus, dans deux directions et vers deux mondes et deux idéaux, qui sont finalement contradictoires. Mais lequel est le vrai Napoléon ? C'est en examinant de près, comme le fait ici Pierre Branda, le fonctionnement de sa cour et le quotidien de la Maison de l'empereur, qu'on peut trancher entre ces deux figures pour offrir une vision nouvelle des caractéristiques du pouvoir impérial.

Pierre Branda continue ici un travail qu'il avait commencé en 2007 dans un ouvrage sur *Le Prix de la Gloire. Napoléon et l'argent*, publié également par Fayard, qui avait la témérité de fouiller dans les caisses impériales pour dévoiler la fortune considérable qu'accumula l'empereur pendant ses années de campagnes militaires. Derrière le noble discours sur la gloire et l'honneur, il s'intéressait de très près à l'argent et à la richesse, et les taxes et les contributions imposées sur les pays conquis et annexés à l'Empire ont largement contribué à cette fortune. Dans sa recherche de ressources pour ses armées et pour la nation – son Musée Napoléon serait largement alimenté par les trophées de guerre arrachés à l'Italie, en Allemagne, en Égypte et ailleurs – Napoléon n'oubliait jamais ses intérêts personnels ni ceux de sa famille. L'argent, semble-t-il, comptait autant pour lui que pour son empire.

Ce volume, intitulé *Napoléon et ses hommes*, examine de près – et avec un esprit parfois très critique – son mode de vie, le style de sa cour, les services personnels qu'il exigea une fois de retour à Paris et installé comme Premier Consul et ensuite comme empereur. Pierre Branda est le premier historien à entreprendre cette vaste recherche, examinant avec minutie les comptes de la maison impériale et les vastes coûts qu'elle entraînait, et les volumineuses correspondances qu'elle a produites depuis sa création jusqu'à sa fin dérisoire, décrite ici comme la « Cour miniature de l'île d'Elbe, celle ressuscitée des Cent-Jours et celle fantomatique de Sainte-Hélène ». Le goût pour le luxe commence tôt, et on voit Bonaparte, devant son armée en Italie, dîner somptueusement et avec un cérémonial conçu pour laisser chez les spectateurs une image saisissante de sa personne. Une fois à la tête de l'Empire, il n'a aucune raison de ne pas se laisser aller à son penchant. Même en exil, sur l'île d'Elbe, et plus tard à Sainte-Hélène, il continue à jouer l'empereur des Français, avec une cour diminuée, composée de ses quelques amis et alliés qui l'avaient suivi en exil, remplissant ainsi le rôle de ses rêves. La culture des apparences, semble-t-il, continue à l'inspirer tellement il en est devenu l'esclave.

L'étude de Pierre Branda éclaire le mode de vie de l'empereur, perçu comme un nouveau roi ayant besoin d'un personnel considérable pour gérer ses possessions et sa cour. Il s'agit des gens attachés à la Maison de l'empereur, institution créée à l'image de la Maison du Roi de Louis XVI, avec ses fonctions différentes, ses services généraux, ses services particuliers. Il est intéressant de voir, d'ailleurs, que les grands officiers et les grands dignitaires que lui attribue la constitution de l'an XII, répondent à Napoléon seul. Il se montre totalement incapable de déléguer le moindre détail. Comme sa correspondance le démontre, il s'immisce dans tout, et nul détail – sur le cérémonial de l'État, le menu des banquets impériaux, ou l'achat de chevaux pour les écuries impériales – n'est trop insignifiant pour retenir son attention. Il s'occupe de tout, donne des ordres à ses valets et domestiques, s'intéresse à leurs obligations comme à leur tenue. Pour ce qui est des grands officiers, il les choisit généralement parmi ses proches, des hommes de confiance qu'il connaît pour être dévoués à son service, les Caulaincourt, les Fesch, les Daru, les Talleyrand. Au cours des années, d'ailleurs, le nombre de gens qu'il employait dans sa



Maison personnelle a augmenté considérablement : en 1813 la Maison de l'empereur et celle de l'Impératrice incorporaient presque 220 personnes – « une véritable petite armée de serviteurs » - tandis qu'en 1788 Louis XVI et Marie-Antoinette avaient été critiqués pour leur vie dispendieuse à un moment où leur Maison n'en employait que 52.

Napoléon, voulant affirmer sa légitimité en tant que monarque, se trouvait contraint d'imiter, ici comme dans tant d'autres sphères de la vie publique, la monarchie de l'Ancien Régime, son style, sa consommation, son cérémonial. Et à quel point ! En février 1800, dans les premiers mois du Consulat, celui qui serait Premier Consul avait déjà élu domicile dans les anciens appartements royaux du Palais des Tuileries, espace somptueux qu'il voulait transformer et remodeler à son goût. La France était toujours une République – et une bonne partie du programme politique de Napoléon serait profondément enraciné dans la pensée républicaine - mais dans son mode de vie et dans son appréciation du pouvoir ses desseins s'avèrent déjà monarchiques. Il avait un goût particulier pour l'étiquette et insistait sur son observation même quand il était en voyage. Il le fallait, disait-il, pour impressionner ses administrés et pour imposer une image puissante sur les monarchies de l'Europe.

Les chiffres que produit Pierre Branda pour soutenir son argument sont impressionnants, les coûts de la Maison de l'empereur également. Aux Tuileries, Napoléon jouit des services du grand maréchal pour organiser sa sécurité, et du grand écuyer pour organiser les écuries et acheter des chevaux (et il devient évident que Napoléon choisit les chevaux pour leur beauté autant que pour leur puissance et leur efficacité : en 1808 il alloue un budget de 240 000 francs à l'achat de ces chevaux arabes qu'il avait tellement admirés en Égypte). Il voulait aussi que le monde le voie comme un homme cultivé, avec un grand appétit pour l'art et pour la lecture. Il employait donc des bibliothécaires dans ses palais – dans ses bibliothèques il avait une collection d'au moins 60 000 livres – et il louait les services de musiciens, d'acteurs et d'artistes pour ajouter un air artistique à ses banquets et ses bals. Tout est fait pour laisser une impression de pouvoir et de bon goût, dans le cérémonial surtout, qui devait démontrer visiblement ce qu'était la puissance de l'empereur. Dans ce but, il se mit ensuite à reconstituer la cour de l'Ancien Régime, recréant une Maison des pages en 1805, ainsi que ces fonctions classiques de la monarchie, la grande aumônerie et la vénerie même si, comme l'explique l'auteur, Napoléon lui-même n'avait aucun intérêt pour la religion et aucun talent pour la chasse, mais c'étaient les activités monarchiques par excellence qui ajouteraient de l'éclat à son règne et à son empire. Il employait même des fauconniers pour son service de rapaces. Et comme les rois d'antan, il donnait aux pauvres, même si, d'après l'auteur, il s'agissait de dons modestes (« la charité napoléonienne fut donc bien décevante »). En tout cas, le but de ces actes de charité est transparent. Tout était fait pour faire honneur à sa personne, tout devait refléter sa gloire. Et pour les grandes occasions – le Sacre surtout, mais aussi son mariage avec Marie-Louise et la naissance de son fils et héritier – aucune dépense n'est jugée excessive. Médailles, illuminations, cortèges, feux d'artifice : à l'Intendance revient la responsabilité d'amuser le peuple.

Dans une longue tradition monarchique également, Napoléon cherchait à laisser, dans Paris surtout, un mémorial architectural durable qui serait digne de l'empereur des Français. C'est dans ce but qu'il se mit à rénover ses palais et leurs parcs, des Tuileries à Malmaison, Fontainebleau ou Rambouillet. Il pensait même à rénover le Palais de Versailles, symbole ultime de la grandeur du Roi-soleil; et dans Paris il achetait et vendait des propriétés et autorisait des démolitions pour préparer et financer ses constructions. Encore une fois nous le trouvons interventionniste, obsédé par le détail, refusant de faire confiance aux architectes qu'il employait et avec qui il entretenait d'assez mauvaises relations. Mais un empereur qui passait une si grande partie de son temps en campagne, hors de France et loin

de Paris, ne pouvait pas tout diriger : en conséquence, son « gros œuvre » de rénovation et d'embellissement est resté largement incomplet. Le parc immobilier de Paris n'a pas beaucoup changé pendant son règne en dépit de ses ambitions grandioses. Il faut donc conclure avec l'auteur que le résultat est assez modeste, et que « dans ce domaine il ne fut guère le grand bâtisseur que l'on aurait pu attendre » : « sous son règne on s'agita plus sur le papier que l'on ne construisit ».

Alan FORREST

Victor TOTFALOUCHIN, Тотфалушин В.П. Саратовский край и наполеоновские войны: К 200-летию Отечественной войны 1812 года. Саратов : Издательство Саратовского государственного университета, 2011. – 213 (2) с. [La région de Saratov et les guerres napoléoniennes : à l'occasion du bicentenaire de la guerre de 1812], Saratov, Éditions de l'Université de Saratov, 2011, 216 p. ISBN 976-5-292-04056-2.

On sait l'immense intérêt que l'histoire de la guerre de 1812 a suscité en Russie et dans l'ancienne URSS aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Or, en dépit de la riche littérature rédigée en russe, les études sur la participation des différentes régions de la Russie à la guerre et leur contribution à la victoire contre la Grande armée ont fait défaut. Nous ne possédions que quelques études dispersées, consacrées surtout à la participation des peuples caucasiens à la guerre, sorties de la plume de nos prédécesseurs soviétiques (M. Nersisyan, *La guerre de 1812 et les peuples du Caucase*, Erevan, en russe, 1965 ; I. Antélava, *Les Géorgiens et la guerre de 1812*, en russe, Tbilissi, 1983).

Le bicentenaire de la guerre de 1812 a relancé l'intérêt des historiens russes pour ce thème. On publie actuellement en Russie différentes études consacrées à ce sujet, parmi lesquelles je voudrais distinguer le livre de Victor Totfalouchin, maître de conférences à l'Université de Saratov, auteur de nombreuses études, rédigées en russe, sur les différents aspects de la guerre. Parmi celles-ci, citons sa monographie sur l'activité du général Barclay de Tolly (*Barclay de Tolly et la guerre de 1812*, Saratov, en russe, 1991) et un recueil original de documents (*Les prisonniers de la Volga : la région de Saratov vue par les vétérans de la Grande armée : à l'occasion du bicentenaire de la guerre de 1812*, Saratov, en russe, 2011).

Cette fois-ci, Victor Totfalouchin nous présente un livre sur la participation de la région de Saratov aux événements des guerres napoléoniennes, en se concentrant principalement sur les années 1812 à 1815. Il reconnaît que ce sont les changements ayant ébranlé l'ancienne URSS dans les années 1980-1990 qui ont contribué à l'étude des problèmes locaux de la guerre de 1812 (p. 10).

La région de Saratov se trouvait loin du théâtre des opérations militaires. C'est probablement pourquoi l'auteur s'abstient de prononcer des jugements globaux touchant la guerre de 1812 ; par exemple, il n'évoque pas la politique agressive du tsarisme au début du XIX<sup>e</sup> siècle, et surtout à la veille de la guerre, ce qu'avait fait bien avant de lui Nikolai Troitski, professeur de cette même Université. Victor Totfalouchin préfère se concentrer sur la région de Saratov et sur sa participation à l'effort de guerre en 1812. Il étudie tout d'abord les mesures mises en place par l'État russe pour organiser la défense du pays et analyse de manière très détaillée l'application de ces mesures par les autorités de Saratov, la participation des différentes couches de la société locale aux événements militaires, la



participation des habitants aux hostilités et leur contribution à la victoire russe en 1812. Ce qu'il montre très bien, c'est que la région de Saratov était connectée à l'espace européen dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle. Ceci s'est fait particulièrement sentir à la veille, pendant et après de la guerre de 1812.

En 1811 et au début de 1812, le gouvernement russe entreprend des démarches indispensables afin de se préparer aux hostilités : l'organisation des recrutements ou l'équipement des recrues par le biais de souscriptions. L'auteur montre que ces dernières ont eu plus de succès auprès des couches populaires qu'auprès des nobles peu enclins à verser de l'argent (p. 76). En fin de compte, grâce aux efforts des habitants de la région, une division a été formée qui, au mois de septembre 1812, a renforcé les rangs de l'armée russe en campagne. En revanche aucune donation en faveur de l'armée n'a été faite dans toute la région en 1811 (p. 82).

L'invasion de la Grande armée a brusquement changé la situation dans toute la Russie. À la suite du manifeste d'Alexandre I<sup>er</sup> du 6 juillet 1812 sur la nécessaire réunion de nouvelles forces militaires, les couches possédantes de Saratov ont déployé leur activité dans deux directions : l'organisation des milices populaires d'une part, la collecte des donations d'autre part. Toutefois, dans la région de Saratov, la noblesse russe est restée peu disposée à s'engager au service de la patrie (p. 86-89). D'une manière générale, pour Victor Totfalouchin, l'enrôlement des miliciens populaires ne doit pas être considéré comme un événement véritablement significatif pour la région (p. 91) vu le nombre réduit de volontaires.

L'auteur étudie aussi le processus du recrutement en 1813 et constate encore le désir des couches possédantes d'éviter le service militaire, et la violation massive des lois en vigueur par les autorités, surtout sous forme de corruption de fonctionnaires. Il en conclut que dans un pays où le servage battait son plein, il n'était point pertinent d'évoquer le ressort du patriotisme (p. 100-102). L'auteur souligne qu'il en était de même dans d'autres sphères, surtout dans celle de l'organisation de l'aide matérielle à l'armée. Quant aux donations, Victor Totfalouchin indique qu'elles avaient lieu sous forme d'argent mais aussi d'armes, ou de chevaux et de bœufs pour les besoins militaires. Il montre que les nobles voulaient en rejeter la charge principalement sur les serfs (p. 115, 125). L'auteur analyse également l'attitude des marchands ; hormis quelques impulsions patriotiques, leur objectif était de profiter des circonstances pour s'enrichir. L'activité du clergé se limitait essentiellement à la sphère des prières patriotiques, contribuant à la formation d'une opinion publique favorable. De ce fait, la situation des paysans a encore empiré, car les charges traditionnelles augmentent à cause de la guerre.

L'organisation en 1811 et 1812 de régiments irréguliers, composés d'autres nationalités (Kalmouks, Bachkirs) a mieux fonctionné (p. 93). L'auteur accorde également une place importante à l'analyse d'un problème assez compliqué, celui des ambiguïtés de la politique de l'État russe à l'égard des Européens habitant en Russie ; au début du XIX<sup>e</sup> siècle, en raison des hostilités, les étrangers ont été expulsés des zones de conflit et des régions centrales. Dans la région de Saratov toutefois, seulement 37 étrangers (avec les membres de leurs familles) ont été exilés (p. 141).

Victor Totfalouchin évoque aussi des sujets tels que l'aide apportée après la guerre de 1812 aux infirmes, aux blessés et aux orphelins russes, grâce à des donations faites au nom du patriotisme, de la solidarité et de la compassion. Il s'intéresse au sort des prisonniers de la Grande armée qu'on avait envoyés dans cette région. D'après ses calculs, qui ne sont point exhaustifs comme il le note, le nombre de ceux qui s'y étaient installés en 1812-1814, atteignait 6300, dont 1080 meurent (p. 164). En se référant aux différentes sources, et parmi



celles-ci surtout aux mémoires des prisonniers étrangers, il constate l'attitude favorable de la population de la région à leur égard (p. 165-180).

En conclusion, Victor Totfalouchin affirme que la région de Saratov a contribué à la conservation de la souveraineté russe (p. 214).

Il y a lieu de saluer tout d'abord cette nouvelle approche que Victor Totfalouchin a appliquée à l'étude de la guerre de 1812. Il s'agit vraiment d'une étude scientifique et richement documentée. Ses conclusions majeures ne suscitent pas d'objections. Toutefois, presque tous les titres des paragraphes de ce livre (dix sur douze) sont rien moins que scientifiques. Notons aussi une petite inexactitude : en parlant des guerres dans lesquelles la Russie s'était engagée au début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'auteur se limite à mentionner celles qu'elle avait menées contre la France napoléonienne et la Turquie, en omettant la guerre de 1804-1813 contre la Perse (p. 57).

Varoujean POGHOSYAN

Vladimir ZEMTSOV, Земцов В.Н. 1812 год. Пожар Москвы. Москва : ООО Книга, 2010. – 138 с. [1812. L'incendie de Moscou], Moscou, « Книга », 2010, 138 p. ISBN 978-5-91889-013-1, 1656 roubles.

Le livre de Vladimir Zemtsov, professeur à l'Université d'État pédagogique d'Oural (Ekaterinbourg), a été publié *in octavo* dans la série « Le Bicentenaire de la guerre de 1812 ». Certes, ce thème avait attiré l'attention de plusieurs auteurs, depuis les contemporains de l'événement jusqu'aux historiens de différentes nationalités des époques ultérieures, que l'auteur cite en maintes occasions. Il aborde pourtant ce sujet en se basant sur un nombre impressionnant de sources, surtout d'origines russe et française, dont une partie est tirée des archives russes. Il place par ailleurs son récit dans un cadre chronologique large.

Les thèmes principaux sont d'une part celui de l'incendie dont les flammes ont détruit, dès l'entrée des troupes napoléoniennes, la majeure partie de la ville (seulement 2761 maisons sur 9257 ont été sauvées), et d'autre part une enquête sur les responsables. Au fil du livre, Vladimir Zemtsov réfute de manière convaincante la prétendue culpabilité des Français, et tente de préciser la part de responsabilité des hommes d'État et des militaires russes (c'est ce que n'a pas fait le regretté Vladlin Sirotkine dans son livre sur *Napoléon et la Russie* en russe, Moscou, 2000) : ainsi, il estime que le rôle de Koutouzov et de l'armée russe n'a point été décisif (p. 70). En l'absence de sources, il s'abstient toutefois d'émettre une opinion définitive à propos de l'influence d'Alexandre I<sup>er</sup> sur l'organisation de l'incendie (p. 136). Par contre, en se référant à plusieurs documents, de même que nombre de ses prédécesseurs soviétiques (V. Kholodkovski, Boris Abalikhin, Vladimir Dounaïevski), il rejette irréfutablement toute la responsabilité de l'incendie sur Rostoptchine, commandant militaire de Moscou.

Vladimir Zemtsov a le mérite de prendre en compte l'attitude de Napoléon vis-à-vis de ce désastre. Il relie l'instrumentalisation de l'incendie au désir de Bonaparte de conclure la paix. Finalement, il apparaît que Napoléon, pour servir sa propagande, en a sciemment profité pour mettre en valeur l'innocence d'Alexandre I<sup>er</sup> (sur laquelle il n'avait pas d'ailleurs de doutes), ainsi que pour se justifier devant l'opinion européenne, en imputant la responsabilité de l'incendie aux Russes et en montrant qu'il n'avait aucune responsabilité dans l'incendie. L'auteur souligne que la version française de l'incendie n'a



été définitivement forgée qu'en 1823 (il s'agit de la publication du *Mémorial* et du livre de G. Chambray *Histoire de l'expédition de Russie*).

Bien des agissements de Napoléon, lors de l'occupation, avaient pour but, d'après Vladimir Zemtsov, de conclure la paix. C'est donc l'incendie qui a incité Napoléon à réfléchir sur la nécessité d'abolir le servage en Russie, à prendre quelques mesures visant à rétablir l'ordre à Moscou, afin de soulager les peines des Moscovites pour gagner la faveur du peuple russe : il a créé une municipalité (dont l'auteur précise la date, à savoir le 24 septembre) et une police, composées de Moscovites. L'auteur réussit à montrer qu'en réalité ces institutions fonctionnaient plutôt dans les intérêts de leurs compatriotes que dans ceux de l'armée française (p. 60). Et c'est sans doute pour cette raison qu'il n'accuse pas la majorité des citoyens russes - soit disant « collaborateurs » - car ces derniers agissaient dans l'intérêt de leurs compatriotes. Toutefois, Vladimir Zemtsov ne cache pas l'attitude honteuse de quelques-uns d'entre eux, qui collaborèrent avec les Français dans un but intéressé.

L'auteur examine également le plan de la marche de l'armée napoléonienne de Moscou vers Saint-Pétersbourg, plan que Napoléon avait conçu dès les premiers jours de septembre. On sait que ce projet n'a jamais été réalisé. Pourtant, en s'interrogeant rétrospectivement sur les causes de son échec, Vladimir Zemtsov en conclut, en prenant certainement compte les résultats de la campagne, que ce projet aurait pu avoir des conséquences tout à fait favorables pour la Grande Armée (p. 84). C'est là son hypothèse.

Quant à la vie quotidienne de l'armée française à Moscou, l'auteur attire l'attention sur un fait intéressant, c'est que Napoléon avait organisé pour l'armée plus de onze spectacles théâtraux à Moscou, en utilisant les acteurs moscovites d'origine française. Il n'omet pas non plus une question beaucoup plus importante, celle du brusque changement d'attitude des Français à Moscou à la veille de leur retraite. Celui qui avait qualifié les Russes de « Scythes » a organisé des saccages, dont même les sépultures royales et les églises sont devenues la proie, et il a ordonné à Berthier, le 20 octobre, de détruire le Kremlin (p. 132-134).

Le livre de Vladimir Zemtsov est en somme une étude originale remplie de bien de précisions et de conclusions convaincantes. Il place parmi les fautes de Napoléon une évaluation exagérée de l'« européanisation » de la Russie (p. 137) ; l'incendie a certainement dissipé toutes ses illusions. L'auteur n'a pas évité quelques regrettables répétitions. En outre, il s'est trompé, comme nombre d'autres historiens soviétiques/russes (y compris Eugène Tarlé), en présentant le nom du maréchal Gouvion Saint-Cyr comme Saint-Cyr (p. 88).

Il y a lieu de souligner, pour conclure, que c'est une édition remarquable du point de vue graphique, remplie d'illustrations représentant les hommes politiques et les militaires russes et français de l'époque, ainsi que les vues de Moscou, dont les auteurs sont essentiellement des peintres russes et français. C'est incontestablement l'un de ses mérites.

Varoujean POGHOSYAN

David P. JORDAN, **Napoleon and the Revolution**, New York, Palgrave Macmillan, 2012, 327 p., ISBN 978-0230362819, 90 dollars

David Jordan, professeur émérite à l'Université d'Illinois de Chicago, est avant tout connu pour ses travaux sur le procès du roi et la carrière révolutionnaire de Robespierre,

mais aussi pour sa monographie sur la vie et l'œuvre du baron Haussmann. Le livre recensé ici lui ouvre un domaine nouveau, celui du Premier Empire et de ses rapports avec la Révolution. L'auteur y présente une synthèse pour un large public plutôt qu'une recherche inédite, fondée sur des documents d'archives.

Sa thèse, directement inspirée de Hegel, est que Napoléon poursuit sans même le vouloir la Révolution et l'impose tant en France que dans les pays alliés et conquis. Le grand homme serait l'instrument inconscient de l'Histoire, l'homme providentiel. La construction et le contenu du livre tournent autour de cette idée de « ruses de l'histoire ». L'idée n'est pas nouvelle. Victor Cousin l'avait popularisée en son temps. Daniel Fabre et Alice Gérard en ont analysé les aléas dans deux superbes articles, que ne paraît pas du reste connaître Jordan. Alice Gérard, (Alice Gérard...233-309). « Le grand homme et la conception de l'histoire au XIX<sup>e</sup> siècle », *Romantisme*, no.100, 1998. Daniel Fabre, Pierre Centlivres et Françoise Zonabend (eds). *La Fabrique des héros*, Paris, 1998 ; p. 233-309). Et c'est dommage parce que cela l'entraîne à prendre pour argent comptant ce qui est vision exaltée d'un philosophe allemand, qui n'a pas eu que des admirateurs et dont on peut légitimement douter du bien-fondé des interprétations.

L'idée directrice de l'auteur le conduit à survaloriser l'œuvre révolutionnaire de Napoléon, quitte à minorer celle du Directoire. Le chapitre sur cette période est pour une grande part tiré du livre de Jean Tulard sur les thermidoriens et fait silence sur les travaux novateurs entrepris depuis une vingtaine d'années par les historiens de l'Institut d'histoire de la Révolution française. Il s'agit pour l'auteur de dresser un portrait enjolivé du héros d'Italie, afin de motiver le coup d'État du 18 brumaire et de poser Bonaparte en sauveur de la Révolution. Ici l'interprétation de Patrice Gueniffey s'ajoute à celle de Tulard pour raffermir l'argumentation.

Jordan a sans doute raison de souligner le tempérament « jacobin » de son héros et une énergie autoritaire qui rappelle celle de la Convention montagnarde. Dans sa jeunesse, Bonaparte en effet se trouvait plus proche des jacobins que des girondins, comme nous le rappellent son opuscule *Le Souper de Beaucaire*. Mais de là à conclure que « tout ce qu'il fit en une quinzaine d'années procédait de et était lié à la Révolution », il y a un pas qu'il vaut mieux ne pas franchir. Certes, l'empereur des Français est contraint d'accepter une constitution mais il foule aux pieds les droits de l'homme et du citoyen – lesquels disparaissent durablement de la scène européenne. Certes, Napoléon introduit le Code civil et ébranle le système féodal dans les pays où il exerce une influence mais, quand il crée la noblesse d'empire, il réintroduit la primogéniture et, surtout, il ne détruit pas partout la féodalité. Elle subsiste en Westphalie ou en Pologne notamment, où les dotations concédées par Napoléon ôtent 20 % des revenus étatiques – ce qui encourage les gouvernants à freiner l'abolition de la dite féodalité. À Naples, Napoléon encourage même son frère Joseph à accorder des titres féodaux aux Français qui l'entourent pour les fidéliser. Quant aux libertés publiques, elles sont de plus en plus menacées par les prisons d'État et la censure. Dans ces prisons d'État, 2500 personnes sont encore détenues en 1814 sans avoir reçu leur jugement. Et n'oublions pas non plus que Bonaparte rétablit l'esclavage dès le Consulat. L'Empire qui se dit encore républicain n'est en rien révolutionnaire. L'hérédité elle-même trahit le républicanisme affiché et pousse Napoléon à changer progressivement de cour. Dès lors, c'est le Versailles de Louis XIV qui l'obsède plus que tout autre chose.

L'auteur accorde également un chapitre à l'interprétation de la Révolution telle que la conçoit Napoléon à Sainte-Hélène, où il a toutes les raisons de s'en donner pour l'héritier. Pourtant, l'exilé lui-même nuance ces propos, quand il se décrit comme « l'arbitre » entre les rois et les peuples, comme celui en qui s'incarnaient l'ancien et le nouveau. Et de fait, bien



des mesures prises lors du règne font penser à celles des despotes éclairés. Napoléon était un homme des Lumières, ce qui ne veut pas dire qu'il demeurait fidèle à la Révolution. Celle-ci ne dominait nullement sa pensée, ainsi que le suggère l'auteur. C'est plutôt l'obsession de sa légitimité qui le possédait. De là le mariage autrichien. La thèse donc ne convainc pas. Reste que le livre est une synthèse utile des ouvrages parus depuis une vingtaine d'années, mais avec des préférences marquées pour certains auteurs au détriment des autres. Cela-même annonce la couleur.

Annie JOURDAN